

Numéro 8 - 8 mars 2017

8 mars -- Journée internationale de la femme
Victoire à la lutte des femmes
pour leur émancipation!



Calendrier d'événements

8 mars — Journée internationale de la femme

- **Victoire à la lutte des femmes pour leur émancipation!**
- **La lutte des femmes pour affirmer leurs droits confronte la désuétude des institutions - *Christine Dandenault***
- **Les droits des femmes ne sont pas défendus dans les conseils d'administration des riches - *Peggy Morton***
- **Sur les conditions des femmes et des filles**
- **En photos : 27e édition annuelle de la Marche commémorative des femmes**

8 mars -- Journée internationale de la femme

Victoire à la lutte des femmes
pour leur émancipation!

Le PCC(M-L) salue les femmes combattantes du Canada et du monde à l'occasion de la Journée

A large group of women are participating in a protest on a city street. They are holding several large signs. One prominent white sign with red text reads "WOMEN'S DIGNITY LIES IN THE FIGHT FOR THE RIGHTS OF ALL". Another large red sign with black text says "WOMEN AGAINST AUSTERITY!". Other smaller signs include "25% of DV 25% of Sexual Assaults include strangulation", "WOMEN'S RIGHTS ARE HUMAN RIGHTS", and "WOMEN'S RIGHTS ARE HUMAN RIGHTS". The protesters are dressed in winter clothing, including coats, hats, and scarves. In the background, there is a tall, multi-story brick building with many windows. The scene is outdoors, and the ground appears to be paved.

Il y a 106 ans, en 1911, la première Journée internationale de la femme exprimait les demandes du mouvement pour l'émancipation des femmes. Les femmes prenaient déjà conscience du besoin de coordonner leurs luttes et d'exprimer leur unité pour leur cause à l'échelle mondiale. Le 28 février 1909, les travailleuses du textile avaient déjà lancé l'appel à une journée internationale d'action des femmes travailleuses. L'Internationale socialiste a repris cette demande lors d'une rencontre en décembre 1910. Le 8 mars est vite devenu le jour où les femmes de tous les pays expriment leur unité les unes avec les autres dans leur lutte pour l'émancipation. Peu après, à la veille de la Première Guerre mondiale, la Journée internationale de la femme reprenait l'appel à la paix émis par les femmes d'Europe qui voulaient alerter le monde aux dangers qui se préparaient.



2

est fait pour ouvrir la voie au progrès de la société.



Plus les riches et les puissants intensifient leur offensive antisociale, plus les gens deviennent conscients du besoin de nouveaux arrangements pour réaliser la promesse d'offrir aux femmes et aux enfants ce dont ils ont besoin pour s'épanouir. Les vieux arrangements continuent de cibler les femmes et les enfants et de diviser le corps politique sur toutes les questions imaginables, que le gouvernement a ensuite l'effronterie d'appeler « force dans la diversité » et « valeurs canadiennes ». Le gouvernement

s'enorgueillit d'avoir un « premier ministre féministe ». Or, tandis que les conditions matérielles des femmes et des enfants ne cessent de se détériorer au Canada, ce gouvernement fait la promotion du rôle joué par des femmes chefs d'entreprise. Les épousent cette cause de façon si éhontée que le premier ministre va même secourir le président américain Donald Trump en lui donnant l'occasion de se prétendre un défenseur des femmes.

À mesure que les conditions se détériorent et que les travailleuses sont forcées de porter l'onéreux de la responsabilité sociale, elles demeurent les plus résolues à exiger des résultats concrets. Plus que jamais, le slogan né du mouvement des femmes, « Non c'est non ! », est repris par le mouvement ouvrier, le mouvement antiguerre et le mouvement contre la criminalisation de la conscience et le racisme de l'État.

En ce 8 mars 2017, renforçons notre appui à l'affirmation des droits qui appartiennent aux femmes en raison des rôles importants qu'elles jouent dans la société. Les droits des femmes doivent être reconnus en leur donnant une garantie constitutionnelle, pour qu'elles jouissent des conditions nécessaires pour s'épanouir. Sans cela, l'émancipation de la femme ne deviendra pas une réalité. Ce n'est que lorsque les droits de femmes seront garantis que le monde pourra célébrer l'émancipation de l'humanité tout entière.

*Tous ensemble à la défense des femmes et des droits de tous !
Victoire à la lutte des femmes pour l'émancipation!*







La lutte des femmes pour affirmer leurs droits confronte la désuétude des institutions

- Christine Dandenault -

Le thème de la Journée internationale de la femme 2017 de Condition féminine Canada est : L'égalité, ça compte. La logique élaborée pour expliquer le thème est que « les stéréotypes sexistes nous empêchent d'avancer ». Parmi les activités proposées pour changer ces comportements on suggère de tweeter le plus possible avec le mot-clic #ÉgalitéCompte, ou de planifier « une activité de financement dans un milieu de travail ou à l'école pour un organisme de bienfaisance qui travaille avec les femmes. »

Il y a 106 ans qu'est célébrée la Journée internationale de la femme. Elle représente la journée de la lutte des femmes du monde pour s'affranchir du vieux monde d'exploitation de l'être humain par l'être humain et pour créer un monde nouveau.

La dénégation de cette journée par le gouvernement Trudeau et Condition féminine Canada est une autre illustration de combien les institutions dites démocratiques qu'ils représentent sont un obstacle à l'affirmation des demandes des femmes au pays. Les femmes et



leurs collectifs mettent de l'avant des solutions pour faire de l'égalité de tous une réalité : investir dans la santé, l'éducation et les programmes sociaux, bénéficier de conditions de travail et de salaires permettant de vivre et travailler dans la dignité. Elles appellent ainsi à un profond changement dans la direction de l'économie afin qu'elle serve les besoins des êtres humains et de la société et ne soit plus sous le contrôle des oligopoles mondiaux.

L'insistance du gouvernement fédéral à dire que les femmes doivent épouser l'orientation économique de payer les riches comme source d'égalité puisque « [les sociétés] comptant 30 % de femmes au sein de leur direction pouvaient ajouter jusqu'à six points de pourcentage à leur marge bénéficiaire nette » fait écho à la rencontre du premier ministre Trudeau aux États-Unis où lui et Trump ont convenu de prendre des mesures pour encourager les femmes à briguer les hauts lieux des conseils d'administration et des élites dirigeantes.

Au Québec, le Conseil du statut de la femme a de son côté annoncé sur son site qu'il organise un dîner-échange le 7 mars en collaboration avec le Consulat général des États-Unis. On y lit : « Cet événement réunira des adolescentes âgées entre 14 et 17 ans et des femmes influentes issues de divers milieux (artistique, politique, scientifique, sportif, médiatique, etc.). Les jeunes filles ont été choisies en raison de leur dynamisme et de leur implication dans leur milieu de vie ou leur école. Elles pourront profiter de ce moment privilégié pour poser toutes les questions souhaitées sur le parcours et les passions de ces femmes d'influence, et sans aucun doute se laisser inspirer par ces personnes d'exception ! »



C'est très provocateur de la part du gouvernement du Québec pour les femmes aux États-Unis qui se sont mobilisées par millions pour dénoncer l'assermentation du président Trump et pour les milliers de femmes qui ont fait de même au Québec et au Canada. La demande des femmes aujourd'hui est d'harmoniser la société. Les institutions de la société sont responsables de créer les arrangements nécessaires pour le faciliter. Les institutions dites démocratiques du Canada et du Québec échouent dans cette mission et servent des politiques qui sont contraires aux besoins des femmes qui se battent pour une société organisée pour pourvoir aux besoins de tous ses membres.

Par exemple, le gouvernement du Québec aurait pu décider de rencontrer le consul général de Cuba pour apprendre sur le rôle des femmes cubaines dans les victoires du peuple et pour apprendre des choses au sujet d'un système politique et économique qui a su résister au blocus brutal des États-Unis durant toutes ces années, pour partager l'expérience des femmes cubaines dans leur lutte contre l'analphabétisme et pour garantir les soins de santé et l'éducation pour tous. Or, en choisissant plutôt de donner donner une plateforme au président Trump pour continuer de répandre son mépris pour les femmes, le gouvernement du Québec, comme celui du Canada, ont montré qu'il a des objectifs différents de ceux des femmes et des jeunes filles. Ils suivent l'initiative américaine qui consiste à faire la promotion des « Trump Power Women » pour mobiliser les femmes au service de l'oligarchie financière et de la guerre impérialiste.

La lutte pour l'affirmation des droits des femmes demeure un des plus importants problèmes que confronte la société et elle est intimement liée à l'émancipation de la classe ouvrière. Les institutions dites démocratiques et le processus politique anachronique marginalisent les femmes

par rapport aux prises de décisions sur toutes les affaires qui les concernent. Il s'ensuit que les femmes ont devant elles l'important défi d'être aux premiers rangs pour apporter un leadership à la société. Le renouvellement des institutions et des processus actuels est le problème posé et à résoudre.



Les droits des femmes ne sont pas défendus dans les conseils d'administration des riches

- Peggy Morton -



Marche des femmes à Washington le 21 janvier 2017, une des nombreuses marches qui ont eu lieu ce jour-là aux États-Unis, au Canada et ailleurs dans le monde à la défense des droits des femmes à l'occasion de l'assermentation du président Trump.

Les droits des femmes ne sont pas défendus dans les conseils d'administration des riches mais dans la lutte des femmes pour leurs droits et pour une société qui pourvoit aux besoins de ses membres. Dans son discours à la session conjointe du Congrès américain le 28 février, Donald Trump a invoqué une initiative conjointe du Canada et des États-Unis pour laisser entendre encore une fois qu'il est un grand défenseur des femmes. « Avec l'aide du premier ministre Justin Trudeau, nous avons formé un conseil avec nos voisins du Canada pour nous assurer que les femmes entrepreneures ont accès aux réseaux, aux marchés et au capital dont elles ont besoin pour démarrer une entreprise et vivre leurs rêves financiers », a-t-il dit.

La création du « Conseil canado-américain pour l'avancement des femmes entrepreneures et chefs d'entreprise » a été annoncée le 13 février, durant le voyage officiel de Trudeau à Washington, et le conseil a tenu sa première réunion le même jour. Selon les rapports de presse, le conseil est une idée de Katie Telford, chef de cabinet de Justin Trudeau. Le mot « entrepreneure » évoque l'image

d'une personne entreprenante qui, par le sacrifice, pourvoit à ses besoins et à ceux d'autres personnes. En fait, les membres du Conseil sont toutes des directrices de grandes sociétés monopolistes et oligopolistes américaines qui contrôlent une bonne partie de l'économie et qui exploitent des milliers de travailleurs, dont beaucoup de femmes.[1]

Les membres du conseil ont très peu en commun avec la vie et les luttes des femmes au travail au Canada, aux États-Unis et dans le monde qui doivent assumer, souvent seules, la responsabilité de leur bien-être et de celui de leur famille dans des conditions difficiles. Leurs préoccupations sont étrangères à ces femmes. Les problèmes qui intéressent les membres du conseil ne sont pas les problèmes auxquels sont confrontées la majorité des travailleuses en conséquence de l'offensive antisociale brutale des riches, celles qui se battent pour exercer un contrôle sur leur vie, sur l'économie et sur la société pour garantir tout ce dont elles ont besoin pour affirmer leur humanité. C'est la lutte des travailleuses à la défense des droits des femmes et de tous les travailleurs qui est décisive. C'est assez méprisable de vouloir capitaliser sur le dos des femmes de cette manière, surtout des travailleuses.



Exploiter la situation difficile des femmes pour avancer les intérêts des riches est depuis longtemps une stratégie de l'élite dominante du Canada. Sous le gouvernement Harper, le ministère de la Condition féminine a littéralement été converti en une entreprise. À l'occasion de la Journée internationale de la femme 2015, la ministre de la Condition féminine d'alors, Kellie Leitch, avait appelé les femmes à se joindre à elle « et plusieurs acteurs clés du monde de l'innovation et de l'entreprise » pour « élargir leurs réseaux et acquérir des outils pour concrétiser le plein potentiel de croissance de leur entreprise ». Les conservateurs avaient emprunté le thème « 10 000 femmes » de la firme d'investissement bancaire Goldman Sachs.

Telford et Trudeau se sont gagnés les acclamations des cercles dominants canadiens pour avoir ainsi conçu un projet qui a plu au président Trump et qui permet maintenant à ce dernier de se présenter comme un défenseur des intérêts des femmes. Trump a exprimé son enthousiasme de la façon suivante: « Nous avons besoin de politiques qui aident à garder les femmes sur le marché du travail et qui s'attaquent en particulier aux barrières uniques auxquelles se heurtent les femmes entrepreneures. Nous devons faciliter la tâche aux femmes qui veulent travailler et en même temps élever une famille et aussi faciliter la tâche aux femmes entrepreneures qui ont besoin d'un accès au capital. Je suppose que tous les entrepreneurs doivent les aider parce que le système ne fonctionne pas en faveur des entrepreneurs qui ont besoin de capital. »

Justin Trudeau d'ajouter : « Une des choses que j'ai eu la chance de faire cette année à New York et à Beijing et partout au Canada, c'est de m'asseoir avec des femmes PDG, des directrices d'entreprise, pour parler de leurs réussites et des défis auxquels elles sont particulièrement confrontées, mais aussi évidemment des voies de la réussite que nous créons pour les femmes dans nos communautés et dans notre société. »

Qu'est-ce que ces PDG et membres de conseils d'administration des riches ont contribué à la lutte des femmes pour leurs droits ? Le message de Trump et Trudeau est que les femmes contribuent à la croissance de l'économie. Les femmes dans les rangs de la classe ouvrière peuvent aider les

oligopoles à s'emparer d'une quantité toujours plus grande de la valeur ajoutée créée par les travailleurs. D'autre part, avoir une petite minorité de femmes dans les conseils d'administration de l'oligarchie financière peut être bon pour les affaires. Mais ni l'un ni l'autre de ces apports ne contribue quoi que ce soit à la résolution des problèmes des femmes et de la société.



L'accueil enthousiaste des riches pour le conseil des femmes de Trudeau et Trump est la preuve que les conseils d'administration des oligopoles ne sont pas l'endroit où les droits des femmes sont défendus et affirmés. Ce n'est pas la composition de ces conseils d'administration qu'il faut changer mais bien le fait que les femmes sont marginalisées par rapport aux prises de décisions et que l'économie est dominée par la propriété privée qui nie aux femmes les outils matériels, culturels et sociaux pour s'assurer que leurs droits soient garantis.

Les PDG du Conseil incarnent en fait une partie de l'offensive récente contre les travailleurs, dont les femmes. General Motors, qui est parvenu à réduire le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs de l'automobile, a récemment annoncé qu'il déménageait ailleurs la production automobile d'Ingersoll, en Ontario,

éliminant 600 emplois. La société T&T Supermarkets, maintenant possédée par Loblaw, est une pionnière de la stratégie qui consiste à éliminer les emplois à temps plein en faveur d'emplois à temps partiel sans avantages sociaux ni heures garanties. Elle a aussi réussi à bloquer la syndicalisation à ses opérations en Ontario. Transalta, un monopole de l'énergie, est connu pour avoir soutiré des concessions onéreuses à son personnel de bureau, pour la plupart des femmes. La présidente de Schnitzer Steel Industries, une société américaine, siège également au conseil d'administration de Parsons Corporation, une firme d'ingénierie et de construction active dans la promotion de partenariats public-privé au Canada pour privatiser les infrastructures et les services publics. Puis, pour ce qui est de la famille Trump, elle est notoire pour son refus d'accorder des congés de maternité aux femmes employées dans les hôtels Trump et pour ses basses manoeuvres pour les empêcher de se syndiquer.

D'autre part, les prétentions de Justin Trudeau concernant les droits des femmes et surtout sa prétention d'être un « féministe » sonnent creux quand on regarde ce que les libéraux font au Canada. Le gouvernement libéral refuse de répondre à la demande d'un système national de garderie et à la demande de services modernes et humains pour les personnes âgées pour leur permettre de vivre dans la dignité et l'amour social. Même la promesse de dépenser 500 millions \$ par année (le même montant que le budget pour les célébrations du 150e anniversaire du Canada) pour les programmes disparates et privatisés de garderie ne s'est pas matérialisée. Il a proposé un financement pour les soins aux personnes âgées en centre d'accueil qui représente une heure de soins par jour pour 25 000



personnes, à l'heure où Statistique Canada rapporte que près de 461 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus et atteints de maladies chroniques ne reçoivent pas les soins dont ils ont besoin.

Cette nouvelle tentative cynique de créer un autre forum où les riches peuvent à la fois se consulter et se concurrencer et politiser leurs intérêts privés et de prétendre que c'est pour l'avancement des femmes ne détournera pas les femmes de la lutte qu'elles mènent à tous les jours pour une société qui garantit les droits de ses membres.

Les femmes ont du fait même de leur existence en tant que femmes le droit d'avoir ce qu'il faut pour s'affirmer en tant qu'êtres humains et assurer un brillant avenir pour la prochaine génération. Les femmes ont le droit de vivre sans violence et sans discrimination, y compris la discrimination raciale et les abus paternalistes. Les femmes se battent pour une société organisée pour voir au bien de ses membres. Elles se battent pour une augmentation du financement dans les programmes sociaux et contre l'offensive antisociale qui frappe d'abord et avant tout les femmes et les plus vulnérables. Les femmes savent que ce n'est pas dans les conseils d'administration des riches que leurs droits et les droits de tous peuvent être défendus, mais bien en se plaçant aux premiers rangs de la lutte pour le renouveau démocratique et pour une nouvelle direction pour l'économie, contre le racisme organisé par l'État et les attaques contre le peuple, contre la destruction de l'environnement et la guerre et l'occupation impérialistes.

Note

1. Le Conseil canado-américain pour l'avancement des femmes entrepreneures et chefs d'entreprise est formé entre autres de :

Canada

- Annette Verschuren, présidente et PDG de NRStor, une firme de stockage de l'énergie
- Dawn Farrell, présidente et PDG de TransAlta, un monopole de l'énergie
- Tina Lee, PDG de T&T Supermarkets
- Monique Leroux, présidente, Investissement Québec
- Elyse Allan, présidente et PDG de GE Canada
- Linda Hasenfratz, PDG de Linamar, un fabricant de pièces automobiles
- Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères du Canada

États-Unis

- Tamara Lundgren, présidente et PDG de Schnitzer Steel Industries, Inc
- Julie Sweet, PDG d'Accenture North America, un monopole de services-conseils
- Carol Stephenson, membre du conseil d'administration de General Motors
- Mary Barra, présidente et PDG de General Motors
- Beth Comstock, vice-présidente de GE
- Deborah Gillis, présidente et PDG de Catalyst, une ONG
- Dina Powell, assistante de Donald Trump
- Ivanka Trump, vice-présidente pour le développement et les acquisitions du Trump Organization



Sur les conditions des femmes et des filles

Les femmes ont toujours été aux premiers rangs de la lutte pour les droits et le progrès de la

société. C'est une lutte intimement liée à la lutte du peuple pour prendre contrôle de toutes les affaires qui le concernent, pour se placer en position de le faire pour résoudre les problèmes. Voici quelques données récentes sur quelques aspects de leur vie.

Études et travail

Encore en 2017, le salaire des femmes est en moyenne 30 % inférieur au salaire des hommes. Cette disparité se reflète à plusieurs niveaux. Selon le Portrait statistique du Conseil du statut de la femme publié en mai 2016, les femmes non diplômées travaillant à temps plein ne gagnent que 69,8 % du salaire médian d'un homme dans la même situation.

Pour tous niveaux de scolarité confondus, les femmes sont maintenant un petit peu plus nombreuses que les hommes à être titulaires d'un diplôme, soit 78,1 % contre 77,5 %, mais leur salaire est inférieur. Lorsqu'elles possèdent un diplôme, leur salaire atteint 80 % de celui des hommes diplômés.



Lorsque les femmes sont titulaires d'un diplôme d'études universitaires, leur taux d'emploi est de 81,5 %, comparativement à 83,4 % pour les hommes. Avec un diplôme d'études collégiales, ce taux est de 78,3 % pour les femmes et de 81,0 % chez les hommes. C'est la situation des femmes sans diplôme qui est plus problématique. Le taux d'emploi des femmes non diplômées est de seulement 38,3 %, comparativement à 52,3 % pour les hommes dans la même situation.

Pour les femmes immigrantes, des études plus avancées n'améliorent pas autant leur participation au marché du travail. Le taux d'emploi des femmes immigrantes titulaires d'un diplôme universitaire est de 69,1 %, par rapport à 78,5 % chez les hommes dans la même situation.

L'insécurité alimentaire

Selon des données de 2016-2017, il y a plus de 1 800 000 de demandes d'aide alimentaire au Québec auprès des banques alimentaires du Québec.

Plus de 400 000 personnes au Québec, dont 150 000 enfants, ne mangent pas à leur faim. Les organismes d'aide alimentaire du Québec ont enregistré une augmentation de 34,5 % depuis la dernière récession en 2008.

-Un total de 372 064 paniers de provisions et 1 426 546 repas et collations sont servis par mois à des Québécois souffrant de la faim. Douze pourcent des demandeurs mensuels sont servis pour la 1ère fois.

-Près de la moitié des foyers ayant bénéficié d'aide lors de la dernière année étaient des familles avec enfants.

-En raison d'un manque de denrées, 5,6 % des organismes ont dû fermer leurs portes plus tôt ou ne pas ouvrir certains jours entre 2015 et 2016.

-Le réseau d'aide alimentaire québécois répond en moyenne à près de 1,8 million de demandes d'aide alimentaire d'urgence par mois.

-10,8 % de ceux qui reçoivent l'aide d'une banque alimentaire ont un revenu provenant d'un emploi actuel ou récent insuffisant pour faire face au coût de la vie.

Selon le Bilan-Faim 2016, 137 000 personnes, dont 47 000 enfants de 0 à 17 ans (23 % des bénéficiaires), reçoivent une aide alimentaire chaque mois, par l'entremise des organismes.

Beaucoup trop de personnes souffrent d'insécurité alimentaire et nul n'est à l'abri

Données sur les agressions sexuelles et les demandes d'aide

Selon les statistiques internes compilées par les centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) membres pour l'année 2014-2015

- Près de 42 % des femmes attendent 13 ans et plus avant de demander de l'aide dans nos centres

- 76.3 % des demandes sont liées à l'inceste ou à une agression sexuelle dans l'enfance ou l'adolescence

- Plus de 47.5 % des femmes ont 30 ans et plus
La honte, la culpabilité et les peurs associées à la violence sexuelle peuvent maintenir les victimes pendant très longtemps dans le silence

- 87 % des agressions sexuelles sont commises dans un domicile privé



- 96.8 % des agresseurs sont connus des victimes

- 39 % des agressions sexuelles sont commises dans un domicile que la victime partage avec l'agresseur, 16 % au domicile de la victime, 22 % au domicile de l'agresseur, 6.3 % dans un lieu public ou à l'école, 4 % au travail et 1.4 % dans les transports

- Plus de 27 % des femmes et des adolescentes demandent de l'aide à un CALACS dans l'année qui suit l'agression

En 2014-2015, les CALACS ont reçu 1 850 demandes d'aide. 80 % de ces demandes provenaient de femmes et d'adolescentes qui appelaient pour la première fois. Les rencontres en individuel représentent 80 % des heures de service et les rencontres de groupe 20 %. Les interventions portent sur les suivis individuels, les suivis de groupe, l'accompagnement judiciaire ou médical, le soutien aux proches et les références.

(Chantier politique. Sources : Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec (TRÉAQFP); Huffington post, septembre 2016; Collectif pour un Québec sans pauvreté; Conseil du statut de la femme; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes; Des clés pour comprendre la littératie en 2014 : comment parvenir à une meilleure interprétation des résultats du PEICA en matière de littératie; Institut de coopération pour l'éducation des adultes, Hervé Dignard, juin 2014 Rapport de Campagne 2000; Les Banques alimentaires au Québec)



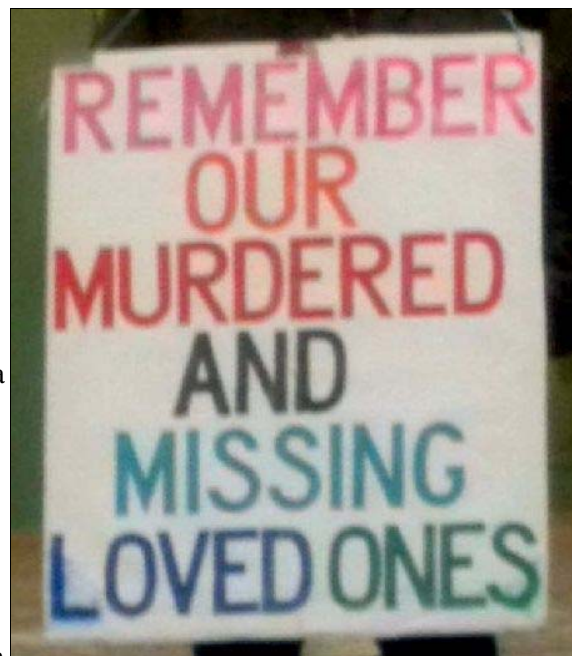
En photos : 27e édition annuelle de la Marche commémorative des femmes



Vancouver

Le 13 février, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau et Ivanka Trump, ont joué le rôle de plus grand défenseurs des droits des femmes, et à Washington Trudeau et les médias canadiens ont fait tout leur possible pour détourner l'attention des Canadiens de ce que la vie réelle exige. Le 14 février, les Canadiens d'un océan à l'autre ont réaffirmé la demande que justice soit faite aux femmes et aux filles autochtones disparues et assassinées et ont dénoncé le traitement paternaliste de Trudeau sur la question des droits héréditaires, issus des traités et constitutionnels des peuples autochtones.

Les marches commémoratives annuelles des femmes ont commencé en 1991 à Vancouver, en réponse au meurtre d'une femme des peuples Salish des côtes dont la mort a été traitée de manière désinvolte par les autorités et les médias. Depuis, de plus en plus de ces décès ont été révélés et l'indignation s'est accrue en même temps que l'exigence que l'État canadien soit tenu responsable de la violence qu'il continue de commettre contre les peuples autochtones. Cette année, des milliers de personnes ont participé à la marche à travers le centre-ville de Vancouver. À Prince-George, des centaines de personnes se sont rassemblées pour se souvenir et exiger justice pour celles qui sont disparues le long de l'autoroute 16 entre Prince-George et Prince-Rupert, connu comme l'autoroute des larmes. À Toronto s'est tenue devant le quartier général de la police de Toronto la 12e cérémonie annuelle en hommage aux femmes et filles autochtones disparues et assassinées. D'autres villes ont tenu des marches, des vigiles et d'autres rassemblements pour réclamer que justice soit faite.



Les actions de cette année se déroulent un peu plus d'un an après que le gouvernement Trudeau eut annoncé que la « phase de définition des paramètres » de son enquête nationale sur les filles et

les femmes autochtones disparues et assassinées ait pris fin le 15 février 2016. Cela survient une semaine après que les commissaires mandatés par le gouvernement pour superviser l'enquête aient tenu leur première conférence de presse le 7 février 2017 au cours de laquelle ils ont annoncé qu'aucune date n'a été fixée pour commencer les audiences. L'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) a publié le 5 janvier son premier rapport trimestriel sur l'enquête nationale. L'AFAC a fait remarquer qu'elle « a exprimé clairement sa préoccupation quant à l'absence d'un cadre de référence précis pour l'enquête. Ce rapport nous donne l'occasion de décrire les façons dont l'enquête met en oeuvre avec succès le cadre de référence plus large dans les domaines que nous avons trouvés potentiellement problématiques, notamment l'identification et les mesures visant à éliminer les causes systémiques de violence contre les filles et les femmes autochtones au niveau national et provincial, ainsi que sur la capacité des participants de poursuivre ou de rouvrir des cas individuels par le biais du système judiciaire ». [1]

Dans les semaines qui ont précédé la marche, il a été révélé que les agences de l'État exercent une surveillance continue des peuples autochtones qui luttent pour leurs droits. Le 30 janvier, en réponse à des questions posées par Charlie Angus, député de Timmins-James Bay, le gouvernement fédéral a reconnu qu'il continue de surveiller les manifestations demandant justice pour les filles et les femmes autochtones disparues et assassinées (entre autres protestations). Selon le gouvernement du Canada, le Centre des opérations du gouvernement (COG) « surveille en permanence les événements d'importance nationale (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7) et partage l'information avec les hauts fonctionnaires et les gouvernements provinciaux et territoriaux (P/T), ainsi qu'avec les ONG et le secteur privé » et « des médias et des services de police, des organismes de renseignement, des organismes de gestion des situations d'urgence, des organismes du secteur privé, aux niveaux international, fédéral, des P/T et des ONG » [2].

LML publie ci-dessous une revue en photos des actions du 14 février et appelle tout le monde à continuer d'appuyer la demande que justice soit faite aux filles et femmes disparues et assassinées.

Marches et Vigiles du 14 février à l'échelle du Canada

Vancouver



Prince George





Edmonton



Université de l'Alberta, Edmonton



Calgary



Winnipeg

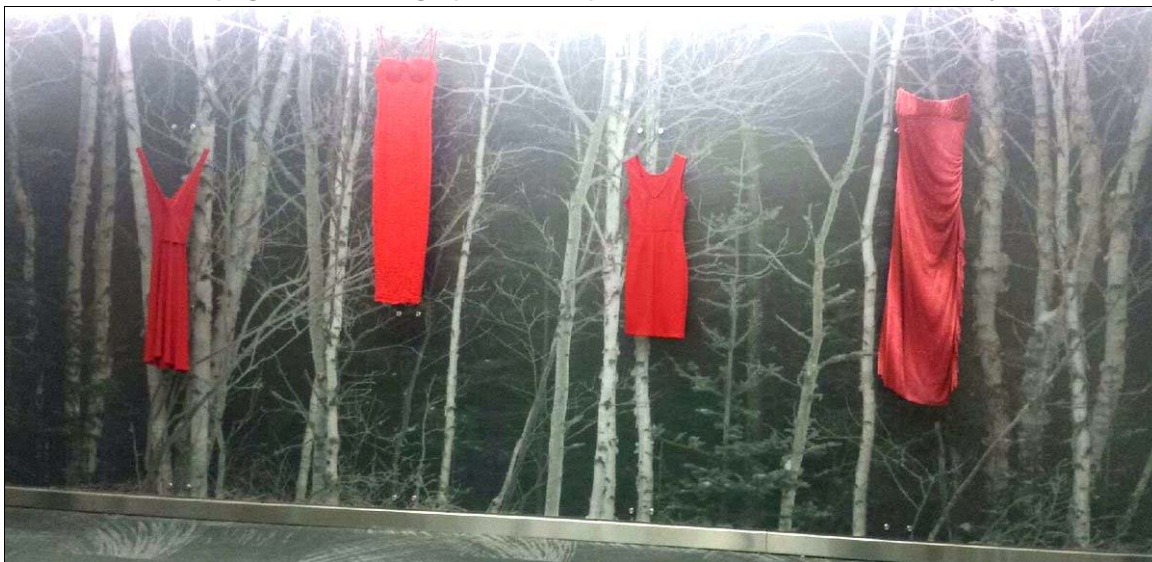




Thunder Bay



Campagne Robe Rouge (#RedDress), Université laurentienne, Sudbury



Toronto



A group of people are gathered in a public space, holding a large white banner. The banner features a red silhouette of a Native American woman's head on the left and the text "JUSTICE FOR MISSING AND MURDERED NATIVE WOMEN" in bold black letters. Below the text is the website "WWW.MISSINGJUSTICE.CA". In the background, several people are holding signs. One sign says "LES FEMMES QUEER", another says "LES FEMMES TRANS", and a third says "LES FEMMES IMMIGRANTES". There are also red heart-shaped signs. The setting appears to be an urban area with buildings and lights in the background.



1. Pour lire le bulletin complet de l'AFAC disponible en anglais, [cliquez ici](#).
2. Pour lire la réponse du gouvernement à la demande du député Charlie Angus, [cliquez ici](#).

A pyramid diagram with three levels. The top level contains the number 1000, the middle level contains 100, and the bottom level contains 10. The numbers are arranged in a triangular shape, with 1000 at the top, 100 in the middle, and 10 at the bottom.

21